



La fiancée de Julian Assange demande au gouvernement australien de garantir sa liberté

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2020

[wsws.org](#) 22 juin 2020

Région : [L'Europe](#), [Océanie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Stella Morris, fiancée de Julian Assange et mère de ses deux jeunes enfants, a lancé dimanche soir un appel fort au gouvernement australien pour qu'il garantisse la liberté du fondateur de WikiLeaks et empêche son extradition vers les États-Unis, où il risque la prison à vie pour avoir dénoncé les crimes de guerre américains.

Morris est apparue à l'émission «60 Minutes» de Channel Nine. Ce segment de 24 minutes a fourni un compte-rendu objectif de la détention arbitraire d'Assange pendant dix ans, d'abord à l'ambassade de l'Équateur à Londres où il était un réfugié politique, et depuis avril 2019 dans la prison de haute sécurité de Belmarsh.

Le programme, présenté par Tara Brown, était le premier examen de fond de la situation d'Assange par les médias australiens depuis le début de la pandémie de coronavirus.

Malgré le fait que le journaliste australien soit persécuté par les gouvernements les plus puissants du monde pour ses activités de publication, les médias d'entreprise ont essentiellement censuré la question d'Assange pendant plus de trois mois. Cela a coïncidé avec le refus du gouvernement australien, de l'opposition travailliste et de tous les partis officiels de défendre le fondateur de WikiLeaks.



Stella Morris à «60 Minutes» (Source:Nine Media)

Morris a averti que l'incarcération d'Assange à Belmarsh, qui, selon elle, a été surnommée le «Guantanamo Bay du Royaume-Uni», exacerbe les problèmes de santé physique et

psychologique découlant de sa persécution prolongée.

«Il est très malade et je suis très inquiète pour sa capacité à survivre à cette situation», a-t-elle déclaré. «Maintenant, il est dans la pire prison du Royaume-Uni. C'est une prison de haute sécurité. Un prisonnier sur cinq est un meurtrier. Il ne devrait pas y être. Ce n'est pas un criminel, ce n'est pas une personne dangereuse, c'est un doux penseur intellectuel et un journaliste. Ces gens ne sont pas ceux qui devraient être en prison.»

Morris a déclaré qu'elle était «très inquiète» de la situation d'Assange. Elle n'a pas pu lui rendre visite depuis février, en raison des mesures de confinement du coronavirus. En dépit d'infections généralisées dans tout le système pénitentiaire britannique, y compris à Belmarsh, et de la vulnérabilité d'Assange au virus en raison d'une affection pulmonaire chronique, sa libération sous caution a été refusée.

«Si vous êtes séparé de votre famille et que vous êtes seul dans une petite pièce sombre pendant 23 heures par jour, sans aucun contrôle sur votre environnement, je pense que les gens peuvent imaginer ce que c'est», a déclaré Morris.

Brown a déclaré que dans de telles circonstances, «la plupart des gens deviendraient probablement fous». Morris a répondu: «Je pense que n'importe qui ferait une dépression très grave et il est très déprimé.» «60 Minutes» montre Morris et ses deux jeunes enfants en train de parler avec Assange au téléphone. Le plus âgé des deux demandait à Assange quand il allait rentrer à la maison.

Morris, une avocate de 37 ans, a raconté les circonstances de sa relation avec Assange. Ils étaient devenus proches lorsqu'elle travaillait sur ses affaires juridiques après qu'il eut demandé avec succès l'asile politique à l'ambassade équatorienne.

Lorsque les deux enfants du couple sont nés en 2017 et 2018, le nouveau gouvernement équatorien avait entamé des relations plus étroites avec les États-Unis et était de plus en plus hostile à Assange. UC Global, une société espagnole chargée de gérer la sécurité de l'ambassade, surveillait tous les aspects de la vie d'Assange et transmettait les informations recueillies à l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA).

Lorsqu'elle est tombée enceinte, Morris a informé Assange en écrivant la nouvelle sur un morceau de papier. Ils craignaient que toute conversation sur leur vie personnelle ne soit captée par les appareils d'enregistrement audio placés dans toute l'ambassade par UC Global. Morris a cherché à cacher ses grossesses au personnel de l'ambassade et après la naissance des enfants, un ami d'Assange a prétendu être leur père et les a amenés à l'ambassade.

«Le vrai problème était que je pensais que notre famille serait ciblée par les mêmes personnes qui essayaient de nuire à Julian», a déclaré Morris. L'émission a présenté des clips d'information de hauts responsables du gouvernement américain qui dénonçaient Assange en termes hystériques et demandaient qu'il soit réduit au silence. Morris a noté qu'UC Global avait envisagé de voler la couche d'un de ses enfants pour confirmer sa paternité, et avait même discuté de plans pour tuer Assange ou permettre à des agents américains de le kidnapper.

Morris a fait remarquer qu'il serait difficile pour beaucoup de gens de se rendre compte de l'illégalité qui a caractérisé la persécution d'Assange. «Il y a une criminalité incroyable qui

s'est produite afin de rassembler des informations sur les avocats de Julian, et sa famille, et les journalistes qui lui rendaient visite», a-t-elle déclaré. «J'ai été dans un état de peur permanent pendant des années et maintenant ça se déroule lentement.»

De manière significative, le caractère politiquement motivé des allégations d'inconduite sexuelle dirigées contre Assange par la Suède a été clairement mis en évidence dans le programme. Les allégations ont été concoctées par la police et le système judiciaire de ce pays, au milieu d'une campagne américaine frénétique contre la dénonciation par WikiLeaks des crimes de guerre en Irak et en Afghanistan.

Brown a fait remarquer qu'Assange n'avait jamais été accusé d'un crime en Suède, et que l'enquête suédoise avait été abandonnée. Le parlementaire indépendant australien Andrew Wilkie a souligné que des documents avaient montré que le gouvernement britannique avait utilisé les allégations pour faire appliquer la détention arbitraire d'Assange à l'ambassade équatorienne. Les autorités britanniques savaient que les allégations suédoises étaient un écran de fumée pour livrer Assange à ses persécuteurs américains.

Le programme s'est conclu par un appel de Morris au gouvernement australien. Elle a déclaré: «Je veux que les gens comprennent que nous sommes punis en tant que famille. Il n'y a pas que Julian en prison. Les enfants sont privés de leur père. J'ai besoin de Julian et il a besoin de moi.»

Morris a déclaré: «J'aimerais demander [au premier ministre australien] Scott Morrison de faire tout ce qu'il peut pour ramener Julian à sa famille. Si l'Australie n'intervient pas, j'ai très peur que ce tort ne soit pas réparé. C'est un cauchemar».

Brown a déclaré que Morrison, la ministre des Affaires étrangères Marise Payne et Christian Porter ont refusé d'être interviewés.

Cette décision s'inscrit dans la collaboration de dix ans des gouvernements australiens dans la vendetta menée par les États-Unis contre Assange. En commençant par le gouvernement travailliste de Julia Gillard, soutenu par les Verts, ils ont rejeté les appels à la défense du fondateur de WikiLeaks, participant plutôt à la campagne contre lui.

L'hostilité officielle envers Assange est liée au soutien inconditionnel de l'élite dirigeante australienne à l'alliance militaire américaine et à toutes les guerres illégales et préparations militaires de l'impérialisme américain et s'inscrit dans le cadre d'une attaque interne contre les droits démocratiques, y compris les attaques contre la liberté de la presse et les lois augmentant les peines pour les dénonciateurs. Il est facilité par le refus des Verts, des groupes de pseudo-gauche et des syndicats de mener une campagne pour les droits d'Assange.

Cela souligne le fait que la lutte pour la liberté d'Assange et pour la défense de toutes les libertés civiles nécessite la mobilisation de la classe ouvrière. Les protestations internationales de ces dernières semaines contre les violences policières ont démontré la base objective de la construction d'un tel mouvement.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWS, le 22 juin 2020

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Oscar Grenfell, wsws.org, 2020

Articles Par : Oscar Grenfell

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca